

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

A l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 2022 de l'UDAF sur 3 pages plus 21 pages d'annexes.

Opinion

En exécution de la mission renouvelée qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale du 8 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UDAF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif qu'en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés que les principes comptables appliqués par l'UDAF ne donnent pas lieu à interprétation ; que les règles comptables propres aux associations et plus particulièrement celles concernant les activités dans le secteur sanitaire et social sont appliquées.

Rapport général exercice clos le 31 décembre 2021 - Total bilan 3 729 127 €

1/3

L'UDAF organise sa comptabilité associative sous forme de quatre sections principales plus une section auxiliaire « prêts et dons ».

Cette organisation a pour objet principal de rendre possible, par l'autorité départementale de tutelle finançant les activités soumises à tarification, le contrôle des résultats et leur affectation. ; des sections sous le contrôle des tiers financeurs, à savoir « le service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs » et le « service délégué aux prestations familiales ».

Les cinq sections ci-dessus sont ensuite consolidées en fin d'exercice.

Cette consolidation fait l'objet de notre certification, cela après nous être assurés que la comptabilité de chaque section reflète l'activité du secteur concerné.

Les charges sont affectées aux sections en fonction de l'engagement des dépenses propre à chacune d'elles ; les charges communes sont réparties en fonction d'unités d'œuvre entre les sections ; leur choix ou la répartition qui en résulte n'appelle pas d'observations particulières de notre part.

Nous avons constaté qu'il n'existait pas d'évènements ou de décisions ayant une incidence importante et non traduits dans les comptes, et nous nous sommes assurés qu'aucun élément significatif n'est constitué à partir d'estimations fondées sur des données subjectives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les divers rapports présentés à l'AGO, arrêtés par le conseil d'administration du 26 avril 2022, ainsi que dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes, qui ont été préalablement examinés par la commission financière de l'association, ont été arrêtés en visioconférence par votre Conseil d'Administration du 26 avril 2022, auquel nous avons participé également par visioconférence.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.



L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NICE, ce jour 20 mai 2022

Pour JB AUDIT CONSEIL,
Jean-Louis BOTTEBRO,

Commissaire aux Comptes.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	114 342	114 342		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	51 366	23 549	27 817	25 238
	Installations techniques, matériels et outillage				
	Autres immobilisations corporelles	738 778	620 661	118 117	115 117
	Immobilisations corporelles en cours				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations et créances rattachées	1 800 000		1 800 000	1 800 000
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	2 479		2 479	2 479
	Autres immobilisations financières	732		732	732
TOTAL (I)		2 707 696	758 551	1 949 145	1 943 566
COMPTES DE LIAISON	Comptes de liaison (1)				
	TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et fournitures				
	Autres approvisionnements				
	En-cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	(103)		(103)	(103)
	CREANCES (2)				
	Créances redevables et comptes rattachés (3)	215 033	47 094	167 939	163 477
	Autres créances	126 061		126 061	54 368
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 437 912		1 437 912	1 866 427
	Charges constatées d'avance	48 173		48 173	53 982
	TOTAL (III)	1 827 076	47 094	1 779 982	2 138 151
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF		4 534 772	805 645	3 729 127	4 081 717

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an :

Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

Fonds propres	Fonds associatifs sans droit de reprise	156 852	156 852
	Ecarts de réévaluation sans droit de reprise		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Dons et legs		
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation avec droit de reprise		
	RESERVES		
	Excédents affectés à l'investissement	20 082	
	Réserves de compensation	63 213	44 689
	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	Autres réserves	257 175	257 175
	REPORT A NOUVEAU		
	Report à nouveau (gestion non contrôlée)	1 189 730	1 069 277
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	(798)	(798)
DETTES (1)	Résultat sous contrôle de tiers financeurs	104 001	(14 925)
	Dépenses non opposables au tiers financeurs	(177 884)	(149 847)
	RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)(1)	145 119	150 901
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
	Couverture du besoin en fonds de roulement		
	Amortissements dérogatoires et prov. pour renouvellement des immobilisations		
	Réserves des plus-values nette d'actif		
	Immobilisations grevées de droits		
	Provisions règlementées		
	TOTAL (I)	1 757 490	1 513 322
	Comptes de liaison		
	TOTAL (II)		
	Provisions pour risques	10 384	11 715
	Provisions pour charges	516 515	543 704
	Fonds dédiés	45 159	106 959
	TOTAL (III)	572 058	662 378
	DETTES (4)		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	30 097	51 475
	Emprunts et dettes financières divers (3)	17 853	17 593
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Redevables créditeurs	(20 358)	78 690
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	88 133	100 461
	Dettes fiscales et sociales	714 946	747 247
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (5)	568 909	910 551
	Produits constatés d'avance		
	TOTAL (IV)	1 399 580	1 906 018
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL (V)		
	TOTAL PASSIF	3 729 127	4 081 717

- (1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : résultats sous contrôle de tiers financeurs.
- (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques. 29
- (3) En particulier :cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.
- (4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an : 1 399 580
- (5) Dont fonds des majeurs protégés :

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	- prestations de services	218 865	195 480
	- divers	16 140	19 147
	Production stockée ou déstockage de production		
	Production immobilisée		
	Dotations et produits de tarification	3 698 604	3 885 277
	Subventions d'exploitations et participations	356 670	276 812
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	158 446	41 315
	Transfert de charges	33 841	5 820
	Autres produits	33 492	38 572
Total des produits d'exploitation		4 516 057	4 462 424
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières premières et fournitures		
	Variation de stock		
	Achats d'autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Achats non stockés de matières et fournitures	46 191	62 308
	Services extérieurs et autres	549 430	536 494
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	- sur rémunérations	327 921	294 076
	- autres	5 275	5 161
	Charges de personnel		
	- salaires et traitements	2 505 545	2 441 316
	- charges sociales	876 240	865 888
	- autres charges de personnel		10 706
	Dotation aux amortissements et provisions		
	Dotation aux amortissements :		
	- des immobilisations	35 417	33 012
	- des charges d'exploitation à répartir		
	Dotation aux dépréciations et provisions :		
	- sur actif circulant	23 090	25 280
	- pour risques et charges d'exploitation	98 562	64 051
	Autres charges	56 952	35 624
Total des charges d'exploitation		4 524 625	4 373 915
RES ULTAT D'EXPLOITATION		(8 568)	88 509

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

RESULTAT D'EXPLOITATION		(8 568)	88 509
PRODUITS FINANCIERS	De participations et des immobilisations financières	89 000	89 000
	Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	16	18
	Reprises sur provisions		
	Transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	89 016	89 018
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	594	944
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	594	944
RESULTAT FINANCIER		88 422	88 074
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		79 854	176 582
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 150	2 227
	- exercices antérieurs		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions		
	- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- reprises sur provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- reprises sur autres provisions	1 331	
	Transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	3 481	2 227
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	- exercice courant	16	3 534
	- exercices antérieurs		27
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- dotations aux provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- dotations aux autres provisions réglementées		
	Total des charges exceptionnelles	16	3 561
RESULTAT EXCEPTIONNEL		3 465	(1 335)
IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES			
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		69 300	9 922
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		7 500	34 269
TOTAL DES PRODUITS		4 677 854	4 563 590
TOTAL DES CHARGES		4 532 734	4 412 690
EXCEDENT ou DEFICIT		145 119	150 901
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	15 736	17 240
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature	15 736	17 240
	CHARGES	15 736	17 240
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole	15 736	17 240

Etats financiers au 31/12/2021

Annexes

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **3 729 127** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **4 677 854** euros
 - un total charges de **4 532 734** euros
 - dégage un résultat de **145 119** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2021**
- finit le **31/12/2021**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association UDAF** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'UDAF du Var est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et des familles.

Constituée le 7 mars 1946, cette association a fait l'objet d'une déclaration en sous-préfecture de Toulon le 12 avril 1946 publiée au JO.

Conformément à l'article L211-7 de ce même Code, les statuts de l'UDAF du Var ont été agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'association UDAF du Var jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

AGREMENTS DE L'ASSOCIATION

Service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (PJM)

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales du Var, pour la régularisation d'un service mandataire judiciaire à la

protection des majeurs, situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex destiné à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle et/ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Service délégué aux prestations familiales (DPF)

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations

Familiales du Var, pour la régularisation d'un service délégué aux prestations familiales situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex, destiné à exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Association de consommateurs

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme association de consommateurs depuis 1988.
L'UDAF du Var bénéficie de cet agrément.

Agrément Education Nationale

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Par arrêté du ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en date du 24 janvier 2012, l'UNAF et les UDAF sont considérées comme association éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- Des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative

La validité de l'agrément est de 5 ans.

Inscriptions sur les listes dressées par les Juridictions

2004 - Inscription sur la liste des mandataires prévue par la loi sur le traitement des situations de surendettement des particuliers de l'article L332-6 du Code de la Consommation

2014 - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Toulon)

2016 - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Draguignan)

FAITS CARACTERISTIQUES

Pour la deuxième fois cette année, les interventions des bénévoles ont été valorisés et comptabilisés pour un montant de 15 736,30 €.

Conventions d'objectifs

L'UDAF du Var a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs 2016-2021 » avec l'UNAF.

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L211-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Les cinq actions proposées par l'UDAF du Var sont exposées comme suit :

Action 1 : Usage responsable du numérique

Action 2 : Espaces parents en milieu scolaire

Action 3 : Parrainage de proximité

Action 4 : Extension du service Famille gouvernante

Action 5 : Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux

A la clôture de l'exercice, l'UDAF a consommé ses fonds dédiés pour 69 300 €. La part non consommée des exercices précédents s'élève à 915 €.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Résultats sous contrôle financeurs

Les activités des services des majeurs protégés et MJAGBF font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à cette autorité d'affecter le résultat de ces services.

A la date de l'élaboration des comptes annuels 2021, les examens des comptes administratifs de l'exercice 2020 ne nous sont pas parvenus. En sorte que le résultat 2020 a été affecté dans un compte « Résultat en attente d'affectation »

Litige

Un litige relatif à l'activité PJM a été provisionné en fonction des risques estimés par l'association.

Engagement en matière de pensions et retraites

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Les indemnités acquises pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 516 515 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2021.

Informations générales complémentaires

Informations à caractère fiscal :

L'UDAF du Var est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

L'UDAF du Var est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'action sociale et des familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.

Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit l'ensemble des critères de non-lucrativité.

Avoirs des Majeurs Protégés :

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire ouvert à son nom voire titulaire personnellement des comptes financiers dont il est propriétaire.

Opérations pour le compte de tiers :

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est comptabilisée dans le résultat.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivants les normes, principes et méthodes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux issus :

- de l'avis du 17 Avril 1986 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des établissements sanitaires et sociaux publics et privés à but non lucratif.
- de l'avis du 17 décembre 1998 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des associations, fondations et aux modalités d'établissement des comptes annuels.
- de l'arrêté du 08 Avril 1999 portant homologation du règlement du 16 Février 1999 du comité de réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.
- du décret du 22 octobre 2003 relatif la gestion budgétaire, comptable et financière des établissements mentionnés à l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles, et à l'article L6111-2 du code de la santé publique.
- de l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif au plan comptable applicable aux établissements privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.
- de l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2007-05 du 04/05/2007.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases suivantes :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 729 127** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 677 854** euros et un total **charges** de **4 532 734** euros, dégageant un **résultat** de **145 119** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2021** et finit le **31/12/2021**.

Il a une durée de **12** mois.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

RECAPITULATION DES RESULTATS DES ETABLISSEMENTS

UDAF Institution :	106 463
UDAF DPF :	1 938
UDAF PJM :	45 716
UDAF FG :	<u>-8 998</u>
Total :	145 119

RELEVÉ DES DETTES ET CRÉANCES INTER ETABLISSEMENTS

Créances à l'institution :

- Dossier : PJM :	403 115
- Dossier : DPF :	83 838

Dettes à l'institution :

- Dossier : FG :	185 620
------------------	---------

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres immobilisations incorporelles	114 342				114 342
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	114 342				114 342
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui			14 366		14 366
	instal. agencement aménagement	37 000				37 000
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers	183 944		1 475	1 475	183 944
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	528 204		26 630		554 834
	Autres immobilisations corporelles					
	Immobilisations grévées de droits					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	749 147		42 471	1 475	790 143
FINANCIERES	Participations et créances rattachées	1 800 000				1 800 000
	Autres titres immobilisés					
	Prêts	2 479		9 542	9 542	2 479
	Autres immobilisations financières	732				732
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 803 211		9 542	9 542	1 803 211
TOTAL		2 666 700		52 013	11 017	2 707 696

Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement				
	Autres	114 342			114 342
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	114 342			114 342

CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui		5 772		5 772
	instal. agencement aménagement	11 762	6 014		17 776
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	118 229	2 191		120 419
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	478 801	21 440		500 242
	Autres immobilisations corporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	608 792	35 418		644 210

TOTAL	723 134	35 418		758 551
--------------	----------------	---------------	--	----------------

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations		
	Prêts	2 479	2 479
	Autres immobilisations financières	732	732
	Clients douteux ou litigieux	48 370	48 370
	Autres créances clients	166 663	166 663
	Créances représentatives des titres prêtés		
	Personnel et comptes rattachés	1 145	1 145
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 333	3 333
	Impôts sur les bénéfices		
	Taxes sur la valeur ajoutée		
	Autres impôts, taxes versements assimilés	1 101	1 101
	Divers	1	1
	Groupe et associés		
	Débiteurs divers	120 481	120 481
	Charges constatées d'avances	48 173	48 173
	TOTAL DES CREANCES	392 478	392 478
	Prêts accordés en cours d'exercice	9 542	
	Remboursements obtenus en cours d'exercice	9 542	
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		

	31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	29	29	
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	30 068	30 068	
	Emprunts et dettes financières divers	850	850	
	Fournisseurs et comptes rattachés	88 133	88 133	
	Personnel et comptes rattachés	353 656	353 656	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	231 070	231 070	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	130 220	130 220	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Groupe et associés	17 003	17 003	
	Autres dettes	548 552	548 552	
	Dette représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance			
	TOTAL DES DETTES	1 399 580	1 399 580	
	Emprunts souscrits en cours d'exercice			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	21 392		
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)			

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Charges à payer		554 302
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		26 636
<i>FOURNISSEURS FACT NON PARV</i>	<i>26 636</i>	
Dettes fiscales et sociales		516 064
<i>SALARIES - NOTES DE FRAIS</i>	<i>4 718</i>	
<i>PROVISION CONGES PAYES</i>	<i>345 480</i>	
<i>PROVISION SALAIRE C.A.P</i>	<i>329</i>	
<i>CHARGES SOCIALES /CP</i>	<i>117 497</i>	
<i>CHARGES SOCIALES/PROV.SAL</i>	<i>112</i>	
<i>CHARGES FISCALES/CP</i>	<i>47 883</i>	
<i>CHARGES FISCALES/PROV.SALAIRES</i>	<i>46</i>	
Autres dettes		11 602
<i>CHARGES A PAYER</i>	<i>11 602</i>	

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
PROVISIONS REGLEMEENTES	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	11 715	10 384	11 715	10 384
	Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres	543 704	327 981	355 170	516 515
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	555 419	338 365	366 885	526 899
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres	56 699	23 090	32 695	47 094
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	56 699	23 090	32 695	47 094
TOTAL GENERAL		612 117	361 455	399 580	573 992
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			121 652	158 446 1 331	

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	7 319			7 319
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	149 533			149 533
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	301 863	38 607		340 470
Report à nouveau	1 069 277	120 453		1 189 730
Résultat de l'exercice	150 901	(5 781)		145 119
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	(14 925)	118 926		104 001
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Dépenses refusées par l'autorité de tarification	(798)			(798)
Dépenses non opposables au tiers financeurs	(149 847)	(28 037)		(177 884)
TOTAL	1 513 322	244 167		1 757 490

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/12/2021	31/12/2020	%	%	31/12/2021	31/12/2020	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur CAC	14 393	14 300	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur CAC								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	14 393	14 300	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	14 393	14 300	100,00	100,00				



Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fds dédiés clôture 31/12/2020	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2021	
			Montant global	dont rembours- ements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Usage responsable du numérique	1 407		1 407				
Espace parents en milieu scolaire	65 240		65 240				
Parrainage de proximité	3 568		2 653			915	
Extension du service Famille gouvernant							
Information et soutien au budget familial							
Familles gouvernantes	36 744	7 500				44 244	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	106 959	7 500	69 300			45 159	